

<http://lipietz.net/Discours-du-Zenith>

Discours du Zénith

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: jeudi 25 mars 2004

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

En soutien à la liste de Rassemblement de la Gauche et des Verts pour le second tour de l'élection régionale d'Île-de-France.

N'oubliez pas d'aller voir le reportage photo sur cette soirée par notre copain photographe Pierre Emmanuel Weck, ainsi que [celui sur toute la campagne](#) Régionales 2004 Huchon.

[<http://lipietz.net/IMG/jpg/AL20040212VilliersLeBel.jpg>]

Mes chers amis,

Je dois d'abord vous transmettre le salut du Secrétaire national des Verts, Gilles Lemaire : en ce moment même il s'exprime, à Quimper, au meeting de la Liste de Rassemblement de la Gauche et des Verts qui, pour la première fois dans l'Histoire, s'apprête à arracher la Bretagne à la droite !

Oui, comme en Ile-de-France, c'est un immense mouvement qui, du Nord à la Provence et de la Bretagne à la Savoie, secoue toute la France ! Un immense rejet de ce gouvernement Raffarin qui organise - nous l'avons tous dit et le dirons encore - une « casse sociale sans précédent ».

Moi, ça m'énerve un peu, cette expression « sans précédent ». Depuis trente ans, la droite mène des politiques de régression « sans précédent » chaque fois qu'elle revient au pouvoir. On devrait être revenu à Mathusalem ! Alors soyons précis. La droite mène une politique sans précédent depuis les années 30. Le débat est de savoir s'il s'agit de 1930 ou de 1830. Disons : « socialement, depuis 1930, idéologiquement depuis 1830. »

Car Raffarin, ce n'est pas n'importe quelle droite. Quand il était jeune, il était « « Jeune Giscardien ». C'est-à-dire « Jeune Républicain Indépendant », c'est-à-dire - ça ne nous rajeunit pas - héritier du Centre National des Indépendants et Paysans, c'est-à-dire du parti de la droite qui n'avait pas fait la Résistance, qui refusait le programme du [Conseil National de la Résistance](#), dont nous venons de fêter le 60ème anniversaire, et qui communiait dans la haine des conquêtes de 1936 et de 1945 : les lois sociales, le CNRS, l'éducation et la culture pour tous. C'est-à-dire le progrès social, intellectuel et culturel du pays, appuyé par un puissant service public. Et c'est pourquoi ce gouvernement dresse contre lui les profs, les chercheurs, les artistes, et n'a d'autre réponse en matière de cohésion sociale que la réponse de l'Ancien Régime : répression policière des « classes dangereuses », charité individuelle pour les plus démunis qui accepteraient de faire hommage à « Not' bon maître », culte de la famille et réhabilitation de la religion.

Mais, en fait de religion, ce gouvernement n'accepte qu'un seul Dieu en trois personnes. Le dieu, c'est le MEDEF, la première personne c'est le ministre Fillon qui détruit la législation sociale, la seconde, c'est Sarkozy pour mater la révolte, et la troisième, c'est Sainte Bernadette, avec ses petites pièces jaunes, pour secourir les plus démunis quand ils savent rester humbles.

Et, pourtant, nous savons bien que pour battre la droite des années trente, nous ne pouvons pas nous contenter d'en appeler au souvenir de quarante-cinq. Nous ne devons pas céder à la tentation de compter sur le seul rejet de la droite pour gagner, dans une énième alternance depuis 1981. Le but n'est pas de gagner une élection, mais de convaincre durablement.

Ce qui s'est passé, le 21 mars 2004, c'est le retour des électeurs qui nous ont quittés le 21 avril 2001. Rien ne serait pire que de les voir de nouveau se détourner du camp du progrès en 2007. Car, à chaque alternance, la désespérance monte d'un cran, et c'est le FN qui engrange.

Les régions (et les départements !) que la gauche va gagner ou gardera demain - la plus grande partie de notre pays ! - ne seront pas seulement des refuges, des forteresses pour défendre le peuple contre les assauts de la droite. Elles seront en même temps les laboratoires d'une gauche renouvelée, ressourcée, transformée. Jean-Paul, tu n'auras pas le droit de décevoir. Ressourcer, transformer le camp du progrès, c'est une question de méthode et une question de contenu.

Une question de méthode. « Se ressourcer », c'est revenir aux sources, aux racines du camp du progrès, et où sont-elles pour la gauche sinon chez les plus démunis, les plus opprimés, les victimes de l'injustice sociale et environnementale ? Se ressourcer, c'est renouer avec des mouvements populaires, les mouvements sociaux, les mouvements associatifs, syndicaux, où s'expriment, au quotidien, sur le terrain, les besoins les plus fondamentaux, les aspirations les plus innovantes, la politique au sens le plus profond.

Et quant à la transformation du contenu de l'idée de progrès, j'ai l'arrogante modestie de penser que l'écologie politique en constitue la pierre philosophale. Et je le dis non pas au nom d'un particularisme de Vert, mais parce que c'est le mouvement même des choses qui nous fixe ce nouveau défi.

Il y a trente ans, Alvin Topfler nous annonçait « le choc du futur » : notre civilisation fonçait droit vers un mur qu'elle s'était construit elle-même dans le futur. Eh bien ! le futur, nous y sommes. Le choc du futur, nous l'avons pris en pleine figure avec la double tempête de l'hiver 1999, et la canicule de cet été. 15000 morts, et pas chez les enfants de nos enfants ! Chez nos parents.

À toi, Jean-Paul, à ton équipe, il revient de faire de notre région la « première écorégion d'Europe » : c'est-à-dire le laboratoire de la réponse au choc du futur.

Bien sûr, prévenir d'abord le changement climatique, l'adoucir en limitant la pollution locale. Conduire la révolution des transports en commun, de l'habitat bioclimatique, la révolution des énergies douces et des économies d'énergie.

Mais le choc du futur, c'est aussi la rupture des liens sociaux, le vieillissement de la population, l'isolement de nos aînés. Quand Chirac accuse les enfants d'avoir abandonné leurs parents face à la canicule, il dit une monstruosité mais pointe un vrai problème.

Une monstruosité, parce que les 15000 morts, c'est lui, c'est son gouvernement qui en est d'abord responsable. Non parce que Mattéi dormait. Mais parce qu'en seize mois le gouvernement Raffarin avait supprimé la moitié des subventions aux associations qui gèrent les maisons de retraite, à celles qui gèrent l'aide à domicile.

Qui d'entre nous, les cinquantenaires qui sont dans cette salle, cohabite encore avec ses parents de 75 ans ? Qui peut se payer le luxe de la famille élargie d'autrefois après cinquante ans de politique chiraquienne d'habitat en Ile-de-France ?

Oui, la famille élargie est morte, et ce n'est pas forcément un mal. Ce n'est plus aux femmes d'assumer, millénaire après millénaire, la tâche de veiller gratuitement sur les anciens, sur les grabataires et sur les petits-enfants ! Mais rien n'a remplacé les liens sociaux traditionnels, et aujourd'hui nous crevons de solitude avant même de crever de froid ou de chaud.

La réponse à la crise de la famille, à la crise du lien social, c'est à nous de l'inventer ; Ou de la réinventer... J'ai parlé de ressourcement. Depuis l'origine, pour les mouvements démocratiques ou socialistes, cette question est posée : qui remplacera le lien social traditionnel que représentaient la famille et l'Église ? Et la réponse, celle qui est venue

du mouvement social, ce fut l'association, la coopérative, le mutualisme, ce que nous appelons aujourd'hui l'économie sociale et solidaire. Cette réponse sera notre guide quand demain, après les élections, Raffarin attaquera la Sécurité sociale, et les régions seront notre bastion.

Bien sûr, c'est à l'État d'organiser la solidarité financière. Mais le lien social, au quotidien ? C'est au mouvement associatif qu'il reviendra d'apporter la réponse. Déjà Jaurès, qui plaidait pour un système étatique, obligatoire, de sécurité sociale, nuancait en ce qui concerne la gestion (excusez-moi, je ne sais pas imiter Jaurès, je n'ai jamais entendu d'ailleurs un enregistrement de Jaurès) : « On ne conçoit guère le fonctionnement de l'assurance sociale contre la maladie sous la forme bureaucratique. Seules les mutualités locales pourront, par l'esprit fraternel insinué dans tout le mécanisme légal, donner à l'assurance sociale et universalisée contre la maladie toute l'efficacité, toute la justice et toute la bonté qu'exige cette forme de secours à l'humaine détresse »

Ce que Jaurès appelle « bonté » et « esprit fraternel », ce que nous écologistes appelons « convivialité », ce que toutes et tous de la gauche et des verts ici rassemblés appelons « solidarité », que cela soit notre drapeau commun, dimanche, pour reconquérir les régions de France !

Et, dans trois mois, l'Europe !

Et alors, Messieurs Copé, Raffarin, Chirac, il faudra vous soumettre ou vous démettre. Car si vous vous obstinez à « accélérer » vos réformes réactionnaires, je vous le dis :

NOUS N'ATTENDRONS PAS 2007 !